



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE COMMUNE DE AIZENAY

Arrêté temporaire n°2024-275ACT
Portant réglementation de la circulation

ROUTE DE NANTES (D978) et RUE DES NOISETIERS

Monsieur ROY Franck, Le Maire de la commune d'Aizenay,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Considérant que des travaux sur réseaux ou ouvrages électriques rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 30/10/2024 au 31/10/2024 ROUTE DE NANTES (D978) et RUE DES NOISETIERS

ARRÊTE

Article 1

À compter du 30/10/2024 et jusqu'au 31/10/2024, les prescriptions suivantes s'appliquent Route de Nantes (D978)

- La circulation est alternée par B15+C18 ;

Le 31/10/2024, les prescriptions suivantes s'appliquent Rue des Noisetiers

- La circulation des véhicules est interdite. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, EIFFAGE ENERGIE.

Article 3

Monsieur Franck ROY (COMMUNE D AIZENAY), Le Directeur Général des Services, La Responsable du Service Voirie et Le Responsable de la Police Municipale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Aizenay, le 24 octobre 2024

Franck ROY

Le Maire de la commune d'Aizenay

DIFFUSION:

- EIFFAGE ENERGIE
- COMMUNE D AIZENAY
- Le Responsable de la Police Municipale

 **Pour le Maire
Empêché**
M. TRAINEAU
2e Adjoint

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.